

Z A K O N
O POTVRĐIVANJU KONVENCIJE O
MEĐUNARODNIM IZLOŽBAMA

Član 1.

Potvrđuje se Konvencija o međunarodnim izložbama sačinjena u Parizu, 22. novembra 1928. godine u originalu na francuskom jeziku.

Član 2.

Tekst Konvencije o međunarodnim izložbama u originalu na francuskom jeziku i u prevodu na srpski jezik glasi:

Convention ⁽¹⁾ concernant les Expositions internationales.

Paris, 22 novembre 1928.

Les soussignés, plénipotentiaires des Gouvernements ci-après énumérés, s'étant réunis en conférence à Paris, du 12 au 22 novembre 1928, sont convenus, d'un commun accord et sous réserve de ratification, des dispositions suivantes:

Titre premier. – Définitions.

Article premier.

Les dispositions de la présente convention se s'appliquent qu'aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues.

Est considérée comme exposition internationale officielle ou officiellement reconnue toute manifestation, quelle que soit sa dénomination, à laquelle des pays étrangers sont invités par la voie diplomatique, – qui a, en général, un caractère non périodique, dont le but principal est de faire apparaître les progrès accomplis par les différents pays dans une ou plusieurs branches de la production, et dans laquelle il n'est fait, en principe, aucune différence entre acheteurs ou visiteurs pour l'entrée dans les locaux de l'exposition.

Ne sont pas soumises aux dispositions de ladite convention:

1. Les expositions d'une durée de moins de trois semaines;
2. Les expositions scientifiques organisées à l'occasion de congrès internationaux, à condition que leur durée ne dépasse pas celle prévue au No 1;
3. Les expositions des beaux-arts;
4. Les expositions organisées par un seul pays dans un autre pays, sur l'invitation de celui-ci.

Les pays contractants sont d'accord pour refuser aux expositions internationales qui, tombant sous l'application de la présente convention, ne rempliraient pas les obligations qui y sont prévues, le patronage et les subventions de l'Etat, ainsi que les autres avantages prévus aux titres III, IV et V ci-après.

Article 2.

Une Exposition est générale lorsqu'elle comprend les produits de l'activité humaine appartenant à plusieurs branches de la production ou qu'elle est organisée en vue de faire ressortir l'ensemble des progrès réalisés dans un domaine déterminé, tel que l'hygiène, les arts appliqués, le confort moderne, le développement colonial, etc.

Elle est spéciale quand elle n'intéresse qu'une seule science appliquée (électricité, optique, chimie, etc.), une seule technique (textile, fonderie, arts graphiques, etc.), une seule matière première (cuirs et peaux, soie, nickel, etc.), un seul besoin élémentaire (chauffage, alimentation, transports, etc.).

Il sera établi par les soins du Bureau International prévu à l'article 10 une classification des expositions qui servira de base pour déterminer les professions et les objets pouvant prendre place dans une exposition spéciale en vertu de l'alinéa précédent. Cette liste pourra être révisée tous les ans.

¹ For translation see p. 23

Article 3.

La durée des expositions internationales ne doit pas dépasser six mois ; néanmoins le Bureau international peut autoriser une exposition générale pour une durée supérieure, laquelle ne saurait, en aucun cas, dépasser douze mois.

Titre II. - Fréquence des Expositions.

Article 4.

La fréquence des expositions internationales visées par la présente convention est réglementée selon les principes suivants:

Les expositions générales sont rangées en deux catégories:

Première catégorie: les expositions générales qui entraînent pour les pays invités l'obligation de construire des pavillons nationaux;

Deuxième catégorie: les expositions générales qui n'entraînent pas pour les pays invités l'obligation précitée.

Dans un même pays, il ne peut être organisé, au cours d'une période de quinze années, plus d'une exposition générale de première catégorie ; un intervalle de dix années doit séparer deux expositions générales de toute catégorie.

Aucun pays contractant ne peut organiser de participation à une exposition générale de première catégorie que dans le cas où cette exposition suivrait d'au moins six années l'exposition générale de première catégorie précédente. Il ne peut organiser de participation à une exposition générale de deuxième catégorie que si celle-ci est séparée de l'exposition générale qui l'a précédée par un intervalle de deux ans. Cet intervalle est porté à quatre ans lorsqu'il s'agit d'exposition de même nature.

Les délais prévus au paragraphe précédent sont appliqués sans qu'il y ait lieu de faire de distinction entre les expositions organisées par un pays adhérent ou non à la convention.

Des expositions spéciales de même nature ne peuvent se tenir en même temps sur les territoires des pays contractants. Un délai de cinq ans est obligatoire pour qu'elles puissent se renouveler dans un même pays. Toutefois, le Bureau international peut réduire exceptionnellement ce dernier délai jusqu'à un minimum de trois années, lorsqu'il estime que ce délai est justifié par l'évolution rapide de telle ou telle branche de la production. La même réduction de délai peut être accordée aux expositions qui se tiennent déjà traditionnellement dans certains pays à un intervalle inférieur à cinq années.

Des expositions spéciales de nature différente ne peuvent avoir lieu dans un même pays à moins de trois mois d'intervalle.

Les délais mentionnés dans le présent article ont pour point de départ la date d'ouverture effective de l'exposition.

Article 5.

Le pays contractant sur le territoire duquel est organisée une exposition conforme aux dispositions de la présente convention doit, sous réserve de l'article 8 ci-après, adresser par la voie diplomatique une invitation aux pays étrangers:

Trois ans à l'avance quand il s'agit d'expositions générales de la première catégorie;

Deux ans à l'avance pour les expositions générales de la deuxième catégorie;

Un an à l'avance pour les expositions spéciales.

Aucun Gouvernement ne peut organiser ou patronner une participation à une exposition internationale si l'invitation ci-dessus n'a pas été adressée.

Article 6.

Lorsque plusieurs pays seront en concurrence entre eux pour l'organisation d'une exposition internationale, ils procéderont à un échange de vues afin de déterminer le pays qui obtiendra le privilège de l'organisation.

Au cas où l'accord ne pourrait intervenir, ils demanderont l'arbitrage du Bureau international, qui tiendra compte des considérations invoquées et notamment des raisons spéciales de nature historique ou morale, de la période écoulée depuis la dernière exposition et du nombre de manifestations déjà organisées par les pays concurrents.

Article 7.

Lorsqu'une exposition répondant aux caractéristiques des manifestations définies par l'article 1^{er} est organisée dans un pays non adhérent à la présente convention, les pays contractants, avant d'accepter l'invitation à cette exposition, demanderont l'avis du Bureau international.

Ils ne donneront pas leur adhésion à l'exposition projetée si elle ne présente pas les mêmes garanties que celles exigées par la présente convention ou tout au moins des garanties suffisantes. En cas de simultanéité de date entre une exposition organisée par un pays contractant et celle organisée par un pays non contractant, les autres pays contractants donneront de préférence, à moins de circonstances exceptionnelles, leur adhésion à la première.

Article 8.

Les pays qui veulent organiser une exposition visée par la présente convention doivent adresser au Bureau international, six mois au moins avant les délais d'invitations fixés à l'article 5, une demande tendant à obtenir l'enregistrement de cette exposition. Cette demande comportera l'indication du titre de l'exposition et de sa durée; elle sera accompagnée de la classification, du règlement général, du règlement du jury et de tous les documents indiquant les mesures envisagées pour assurer la sécurité des personnes et des constructions, la protection de la propriété industrielle et artistique et pour satisfaire aux obligations prévues aux titres IV et V. Le Bureau n'accorde l'enregistrement que si l'exposition remplit les conditions de la présente convention.

Aucun pays contractant n'acceptera l'invitation de participer à une exposition visée par la présente convention si cette invitation ne fait pas mention que l'enregistrement a été accordé.

Toutefois les pays contractants qui ont reçu cette invitation restent entièrement libres de ne pas participer à une exposition organisée en conformité des stipulations de la présente convention.

Article 9.

Quand un pays aura renoncé à organiser une exposition qu'il avait projetée et qui avait obtenu l'enregistrement, le Bureau international décidera de la date à

laquelle il pourra être admis à concourir à nouveau avec les autres pays pour l'organisation d'une autre exposition.

Titre III. - Bureau international des Expositions.

Article 10.

Il est institué un Bureau international des Expositions chargé de veiller à l'application de la convention. Ce Bureau comprend un Conseil d'administration assisté d'une Commission de classification, et un Directeur dont la nomination et les attributions sont fixées par le règlement prévu à l'article suivant.

La première réunion du Conseil d'administration du Bureau international sera convoquée à Paris par le Gouvernement de la République française dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la convention. Au cours de cette réunion le Conseil fixera le siège du Bureau international et élira le Directeur.

Article 11.

Le Conseil d'administration est composé de membres désignés par les pays contractants à raison de un à trois par pays. Il est autorisé à s'adjoindre, à titre consultatif, deux ou trois membres de la Chambre de commerce internationale désignés par cette chambre.

Le Conseil statue sur toutes les questions pour lesquelles la présente convention lui attribue compétence; il discute et adopte les règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement intérieur du Bureau international. Il arrête le budget des recettes et des dépenses, contrôle et approuve les comptes.

Article 12.

Tout pays, quel que soit le nombre de ses délégués, dispose d'une voix au sein du Conseil. Tout pays peut confier sa représentation à la délégation d'un autre pays qui, dans ce cas, dispose d'un nombre de voix égal au nombre des pays qu'il représente. Un quorum des deux tiers des pays représentés au Conseil est requis pour la validité des délibérations.

Les votes ont lieu à la majorité absolue, sauf dans les cas suivants:

1. Etablissement du règlement;
2. Augmentation du budget;
3. Rejet d'une requête présentée par un pays contractant ou admission d'une requête lorsque plusieurs pays sont en concurrence;
4. Autorisation d'une exposition générale pour une durée supérieure à six mois.

Dans ces quatre cas, une majorité des deux tiers des pays représentés au Bureau international est requise.

Article 13.

La Commission de classification est composée des représentants de douze pays contractants, nommés par leur Gouvernement.

Ces pays sont désignés pour moitié par le Bureau international; l'autre moitié fait l'objet d'un roulement dans des conditions déterminées par le règlement du Bureau.

La Commission peut s'adjoindre, à titre consultatif, un ou deux membres de la Chambre de commerce internationale désignés par cette Chambre.

Cette Commission soumet à l'approbation du Conseil d'administration la classification prévue à l'article 2 et les modifications qui pourraient y être apportées. Pour l'application des délais prévus à l'article 4, elle donne son avis sur la question de savoir si une exposition soumise à l'enregistrement est spéciale ou générale et, si, malgré son titre et sa classification, elle n'est pas de même nature qu'une exposition précédente ou qu'une exposition spéciale qui s'organise à la même date.

Article 14.

Le budget du Bureau est provisoirement fixé à 4,000 livres sterling. Les dépenses du Bureau sont supportées par les pays contractants dont les parts contributives sont déterminées de la manière suivante: la part des pays membres de la Société des Nations est déterminée en proportion de la contribution que ces pays versent à la Société des Nations. Sauf le cas d'augmentation du budget ci-dessus fixé, la part des pays les plus imposés ne peut dépasser 500 livres sterling. Les pays qui ne sont pas membres de la Société des Nations désignent, en tenant compte de leur développement économique, un pays membre de la Société des Nations, et leur part est égale à celle qui est versée par le pays ainsi désigné.

Le Conseil d'administration peut en outre autoriser la perception de toutes autres recettes en rémunération des services rendus aux groupements ou aux particuliers.

Titre IV. - Obligations du Pays qui invite et des Pays participants.

Article 15.

Le Gouvernement qui invite à une exposition internationale doit nommer un commissaire du Gouvernement ou un délégué chargé de le représenter et de garantir l'exécution des engagements pris vis-à-vis des participants étrangers. Le commissaire ou le délégué doit en outre prendre toutes mesures utiles pour la sauvegarde matérielle des objets exposés.

Article 16.

Les Gouvernements des pays participants doivent nommer des commissaires ou délégués pour les représenter et veiller au respect des règlements édictés à l'occasion de la manifestation.

Les commissaires ou délégués sont seuls chargés de régler l'attribution ou la répartition des emplacements entre les exposants dans les pavillons de leurs pays et dans les sections nationales.

Article 17.

Dans une exposition générale, il ne peut être perçu par l'Administration aucune taxe pour les emplacements couverts et découverts prévus au programme de l'Exposition et attribués à chaque pays participant.

Article 18.

Dans toute exposition visée par la présente convention, les objets étrangers passibles de droits de douane et taxes sont admis en franchise temporaire à condition d'être réexportés. Un certificat de l'expéditeur accompagnant les marchandises atteste le nombre et la nature, les marques et numéros des colis ainsi que la dénomination commerciale des produits, leurs poids, origine et valeur. Les

objets sont dédouanés dans les locaux d'Exposition sans être soumis à un examen douanier à la frontière. Les dispositions précédentes sont applicables sous réserve des règlements douaniers du pays organisateur de l'Exposition.

Lorsque d'après la législation nationale du pays qui invite, un cautionnement est nécessaire pour l'obtention de la franchise temporaire prévue au paragraphe précédent, le cautionnement donné par le commissaire de chaque pays participant au nom de ses exposants sera considéré comme une garantie suffisante pour le paiement des droits de douane et des autres droits et taxes frappant les objets exposés qui ne seraient pas réexportés après la clôture de l'Exposition dans les délais fixés.

Sont exclus du bénéfice de la franchise temporaire de droits les stocks de marchandises qui ne constituent pas des échantillons proprement dits et qui sont importés dans le seul but d'être mis en vente au cours de l'Exposition.

En cas de destruction totale ou partielle des objets exposés, l'exposant bénéficie de la franchise:

1. S'il justifie que les quantités non représentées ou que les objets détériorés ont été utilisés pour les services de l'Exposition ou ne peuvent plus être vendus en raison de leur nature périssable; et

2. Si le tarif douanier ne frappe d'aucune taxe ou droit d'entrée les objets détériorés ou inutilisables.

Ce bénéfice ne sera pas accordé lorsque les objets auront été livrés à la consommation à laquelle ils sont normalement destinés.

Les justifications prévues à l'alinéa 4 sont présentées par le commissaire ou le délégué du pays auquel ressortit l'exposant; la décision appartient à l'Administration du pays où l'exposition a lieu.

Doivent être considérés comme objets destinés à l'exposition pour application des dispositions qui précèdent:

1. Les matériaux de construction, même s'ils sont importés à l'état de matière première destinée à être travaillée après l'arrivée dans le pays où l'exposition a lieu;

2. Les outils, le matériel de transport pour les travaux de l'exposition;

3. Les objets servant à la décoration intérieure et extérieure des locaux, stands, étalages des exposants;

4. Les objets servant à la décoration et à l'ameublement des locaux affectés aux commissaires ou délégués des pays participants, ainsi que les articles de bureau destinés à leur usage;

5. Les objets et produits employés aux installations et au fonctionnement des machines ou appareils exposés;

6. Les échantillons nécessaires aux jurys pour l'appréciation et le jugement des objets exposés, sous réserve de la production d'une attestation du commissaire de la section mentionnant la nature et la quantité des objets consommés.

En outre, sont exonérés de droits:

1. Les catalogues, brochures et affiches officiels, illustrés ou non, publiés par les pays participant à l'Exposition;

2. Les catalogues, brochures, affiches et toutes autres publications, illustrés ou non, distribués gratuitement par les exposants des objets étrangers dans l'enceinte de l'exposition et seulement pendant sa durée.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux objets qui, par suite de la législation du pays organisateur, font partie d'un monopole d'Etat ou dont la vente est défendue ou réglementée par licence, sauf sous des conditions prescrites par le Gouvernement de ce pays. Toutefois l'exposition de ces produits reste autorisée, sous réserve des mesures de contrôle en vue d'en interdire la vente.

Article 19.

Le règlement de toute Exposition internationale doit comporter une clause qui donne à l'exposant le droit de retirer sa déclaration de participation, dans le cas où une aggravation des droits applicables aux produits de cet exposant interviendrait après l'acceptation de participer à l'Exposition.

Article 20.

A l'issue de l'exposition, l'exposant peut, si toutefois la législation du pays où a lieu l'exposition ne s'y oppose pas, vendre et livrer les échantillons exposés. Dans ce cas, il n'est pas assujéti à d'autres taxes que celles qu'il aurait à acquitter dans le cas d'importation directe.

Article 21.

Dans une exposition internationale, il ne peut être fait usage, pour désigner un groupe ou un établissement, d'une appellation géographique se rapportant à un pays participant qu'avec l'autorisation du commissaire ou délégué de ce pays.

En cas de non-participation de pays contractants, de telles interdictions sont prononcées par l'Administration de l'Exposition sur la demande des Gouvernements intéressés.

Article 22.

Dans une exposition, ne sont considérées comme nationales et, en conséquence, ne peuvent être désignées sous cette dénomination que les sections constituées sous l'autorité d'un commissaire ou d'un délégué nommé conformément aux articles 15 et 16 par le Gouvernement du pays organisateur ou participant.

Article 23.

La section nationale d'un pays ne peut comprendre que les objets appartenant à ce pays.

Toutefois, peut y figurer, avec l'autorisation du commissaire ou du délégué du pays intéressé, un objet appartenant à un autre pays, à condition qu'il ne serve qu'à compléter l'installation, qu'il soit sans influence sur l'attribution de la récompense à l'objet principal et, qu'à ce titre, il ne bénéficie lui-même d'aucune récompense.

Sont considérés comme appartenant à l'industrie et à l'agriculture d'un pays les objets qui ont été extraits de son sol, récoltés ou fabriqués sur son territoire.

Article 24.

A moins de dispositions contraires dans la législation du pays organisateur, il ne doit en principe être concédé, dans une exposition, aucun monopole de quelque nature qu'il soit. Toutefois, l'Administration de l'exposition pourra, si elle le juge indispensable, accorder les monopoles suivants: éclairage, chauffage, dédouanement, manutention et publicité à l'intérieur de l'exposition. Dans ce cas, elle aura à remplir les conditions suivantes:

1. Indiquer l'existence de ce ou ces monopoles dans le règlement de l'exposition et dans le bulletin d'adhésion à faire signer par les exposants;

2. Assurer l'usage des services monopolisés aux exposants aux conditions habituellement appliquées dans le pays;

3. Ne limiter en aucun cas les pouvoirs des commissaires dans leurs sections respectives.

Le commissaire du pays organisateur prendra toute mesure pour que les tarifs de main-d'oeuvre demandés aux pays participants ne soient pas plus élevés que ceux demandés à l'Administration du pays organisateur.

Article 25.

Chaque pays où a lieu une exposition internationale offrira ses bons offices pour obtenir de ses administrations, compagnies et entreprises de chemins de fer, de navigation ou d'aviation, des facilités de transport au profit des objets destinés à cette exposition.

Article 26.

Chaque pays usera de tous les moyens qui, d'après sa législation, lui paraîtront les plus opportuns, pour agir contre les promoteurs d'expositions fictives ou d'expositions auxquelles les participants sont frauduleusement attirés par des promesses, annonces ou réclames mensongères.

Titre V. – Récompenses.

Article 27.

Le règlement général de l'exposition devra indiquer si, indépendamment des brevets de participation qui peuvent toujours être accordés, des récompenses seront ou non décernées aux exposants. Dans le cas où des récompenses seraient prévues, leur attribution peut être limitée à certaines classes.

Avant l'ouverture de l'exposition, les exposants qui y prennent part soit dans les sections, soit dans leur pavillon national et qui voudraient rester en dehors de l'attribution des récompenses en feront la déclaration à l'administration de l'exposition, par l'entremise de leurs commissaires ou délégués.

Les membres du jury restent obligatoirement en dehors de l'attribution des récompenses.

Article 28.

La participation à une exposition est libre ou soumise à une admission préalable. La participation est libre, lorsque tous les objets peuvent être admis à l'exposition sous la réserve que l'exposant ait souscrit en temps voulu le bulletin d'adhésion et rempli les conditions générales établies pour cette adhésion.

La participation est soumise à une admission préalable, lorsque le règlement général édicte que les objets appelés à figurer dans l'exposition doivent satisfaire à certaines conditions spéciales, telles que la bonne fabrication ou l'originalité.

Dans ce cas, le règlement fera connaître les procédés que le pays organisateur aura adoptés pour effectuer l'admission des objets dans sa section nationale afin de permettre aux pays invités de s'y référer, chaque pays gardant la faculté d'appliquer ces procédés selon son appréciation.

Article 29.

L'appréciation et le jugement des objets exposés sont confiés à un jury international, constitué en conformité des règles suivantes:

1. Chaque pays est représenté dans le jury en proportion de la part qu'il prend à l'exposition, en tenant surtout compte du nombre des exposants, non compris les collaborateurs et coopérateurs, et de la superficie qu'ils occupent.

Chaque pays a droit à un juré au moins dans toute classe où ses produits sont exposés, sauf dans le cas où l'Administration de l'exposition et le commissaire ou délégué du pays intéressé sont d'accord pour reconnaître que cette représentation n'est pas justifiée par l'importance de sa participation dans cette classe.

Aucun pays ne peut avoir plus de sept jurés dans une même classe; toutefois cette limitation n'est pas applicable aux classes de l'alimentation liquide et solide;

2. Les fonctions de juré doivent être attribuées à des personnes possédant les connaissances techniques nécessaires;

3. Les jurés ne peuvent être investis de leurs fonctions qu'avec l'agrément de leur gouvernement;

4. Le jury comporte trois degrés de juridiction ou instances.

Article 30.

Les récompenses se divisent en cinq catégories:

1. Grands prix;
2. Diplômes d'honneur;
3. Médailles d'or;
4. Médailles d'argent;
5. Médailles de bronze.

En outre, il peut être attribué, sur la proposition des exposants récompensés ou membres du jury, des diplômes à leurs collaborateurs ou coopérateurs.

La qualité de nombre du jury peut être mentionnée par le titulaire de cette fonction dans tous les cas où les exposants sont autorisés à rappeler leurs récompenses.

La qualification de «hors concours» est désormais interdite tant pour les membres du jury que pour les exposants qui ont demandé à rester en dehors de l'attribution des récompenses.

Article 31.

Le palmarès de l'Exposition sera enregistré au Bureau international. Les lauréats ne pourront se prévaloir des récompenses accordées qu'à la condition de mentionner, après la récompense, le titre exact de l'exposition. Ils seront autorisés à ajouter à cette mention le monogramme du Bureau international. Le Bureau international des Expositions fera connaître, au Bureau international de la Propriété industrielle à Berne, les expositions enregistrées et lui fera parvenir les palmarès.

Article 32.

Il sera établi, par les soins du Bureau international, des règlements type fixant les conditions générales de composition et de fonctionnement des jurys et

déterminant le mode d'attribution des récompenses. L'adoption en sera recommandée aux pays organisateurs.

Titre VI - Dispositions finales

Article 33.

La présente convention sera ratifiée.

a) Chaque Gouvernement, dès qu'il sera prêt au dépôt des ratifications, en informera le Gouvernement français. Dès que sept Gouvernements se seront déclarés prêts à effectuer ce dépôt, il y sera procédé au cours du mois qui suivra la réception de la dernière déclaration par le Gouvernement français et au jour fixé par ledit Gouvernement.

b) Les ratifications seront déposées dans les archives du Gouvernement français.

c) Le dépôt des ratifications sera constaté par un procès-verbal signé par les représentants des pays qui y prennent part et par le Ministre des Affaires étrangères de la République Française.

d) Les Gouvernements des pays signataires qui n'auront pas été en mesure de déposer l'instrument de ratification dans les conditions prescrites au paragraphe (a) du présent article pourront le faire ultérieurement au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement de la République française et accompagnée de l'instrument des ratifications.

e) Copie certifiée conforme du procès-verbal relatif au premier dépôt de ratification et des notifications mentionnées à l'alinéa précédent sera immédiatement, par les soins du Gouvernement français et par la voie diplomatique, remise aux Gouvernements qui ont signé la présente convention ou y ont adhéré. Dans le cas visé par l'alinéa précédent, le Gouvernement français fera connaître en même temps la date à laquelle il aura reçu la notification.

Article 34.

a) La présente convention ne s'applique de plein droit qu'aux territoires métropolitains des pays contractants ;

b) Si un pays en désire la mise en vigueur dans ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, son intention sera mentionnée dans l'instrument même de ratification ou sera l'objet d'une notification adressée par écrit au Gouvernement français, laquelle sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

Si ce procédé est choisi, le Gouvernement français transmettra aux Gouvernements des pays signataires et adhérents, copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue ;

c) Les expositions qui ne comprennent que les produits de la métropole et des colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat, sont considérées comme expositions nationales, et par suite non visées par la présente convention, sans qu'il y ait lieu de rechercher si cette convention a été étendue à ces territoires.

Article 35.

a) Après l'entrée en vigueur de la présente convention tout pays non signataire pourra y adhérer à toute époque.

b) A cet effet, il notifiera, par écrit et par la voie diplomatique, au Gouvernement français son adhésion, qui sera déposée dans les archives de ce Gouvernement.

c) Le Gouvernement français transmettra immédiatement aux Gouvernements des pays signataires et adhérents copie certifiée conforme de la notification, en indiquant la date à laquelle elle a été reçue.

Article 36.

La présente convention produira effet, pour les pays contractants qui auront participé au premier dépôt des ratifications, un mois après la date du procès-verbal. Pour les pays qui la ratifieront ultérieurement ou qui y adhéreront ainsi que pour les colonies, protectorats, territoires d'outre-mer et territoires sous suzeraineté ou sous mandat non mentionnés dans les instruments de ratification, la convention produira effet un mois après la date de réception des notifications prévues aux articles 33, alinéa (d); 34, alinéa (b); 35, alinéa (b).

Article 37.

Les pays contractants ne peuvent pas dénoncer la présente convention avant un délai de cinq ans à compter de son entrée en vigueur.

La dénonciation pourra alors être effectuée à toute époque par une notification adressée au Gouvernement de la République française. Elle produira ses effets un an après la date de réception de cette notification. Copie certifiée conforme de la notification, avec indication de la date à laquelle elle a été reçue, sera immédiatement transmise par le Gouvernement de la République française aux Gouvernements des pays signataires et adhérents.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires sous suzeraineté ou sous mandat.

Article 38.

Si, par suite de dénonciations, le nombre des pays contractants était réduit à moins de sept, le Gouvernement de la République française convoquerait aussitôt une conférence internationale pour convenir de toutes mesures à prendre.

Article 39.

Le Gouvernement de la République française communiquera également au Bureau international copie de toutes ratifications, adhésions et dénonciations.

Article 40.

La présente convention pourra être signée à Paris jusqu'au 30 avril 1929.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-après désignés ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique à tous gouvernements des pays représentés à la Conférence de Paris.

Pour l'Albanie:
Dr. STAVRO STAVRI.

Pour l'Allemagne:
Dr. PETER MATHIES.
EMIL WIEHL
Dr. HANNES HEIMAN.

Pour l'Australie:
F.C. FARAKER.

Pour l'Autriche:
GRUNBERGER.

Pour la Belgique:
E. DE GAIFFIER.

Pour le Brésil:
F. GUI MARAES.

Pour le Canada:
PHILIPPE ROY.

Pour la Colombie:
JOSÉ DE LA VEGA.

Pour Cuba:
HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark:
H.A. BERNHOFT.

Pour la République Dominicaine:
Dr. T. FRANCO FRANCO.

Pour l'Espagne:
CARLOS DE GOYENECHÉ.

Pour la France:
F. CHAPSAL.
CHARMEIL.
R. COULONDRE.J. LESOUFACHE.
G. ROGER SANDOZ.
Baron THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:
E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

Pour la Grèce:
N. POLITIS.

Pour le Guatemala:
JOSÉ MATOS.

Pour Haïti:
NEMOURS.

Pour la Hongrie:
FRÉDÉRIC VILLANI.

Pour l'Italie:
GIOVANNI BELLI.

Pour le Japon:
H. KAWAI.

Pour le Maroc:
J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas:
E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou:
M. H. CORNEJO.

Pour la Pologne:
OTHON WECLAWOWICZ.

Pour le Portugal:
A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie:
CONST. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et
Slovènes:
MILOVOJ PILYA.

Pour la Suède :
Sous réserve de ratification par Sa Majesté
Le Roi avec approbation du Riksdag.
ALBERT EHRENSVARD.
JOSEPH SACHS.
S. BERJIUS.

Pour la Suisse:
DUNANT.
Dr. M. G. LIÉNERT.
GUSTAV BRANDT.

Pour la Tunisie:
H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques Soviétiques
socialistes:
M. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

PROCOLE DE SIGNATURE

Les plénipotentiaires soussignés se sont réunis à la date de ce jour, à l'effet de procéder à la signature de la convention concernant des expositions internationales.

La délégation belge fait constater que la présente convention ne s'applique pas aux Expositions pour lesquelles une invitation officielle a déjà été adressée, par la voie diplomatique, aux pays étrangers et notamment à l'Exposition internationale organisée à Bruxelles en 1935.

Les délégations des Gouvernements du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, et de l'Etat libre de l'Irlande déclarent qu'elles considèrent que la convention pour le règlement des Expositions internationales ne concerne pas les Expositions qui pourraient être tenues par un membre de la Communauté britannique des Nations et dont la participation serait limitée aux autres membres de la Communauté britannique des Nations.

Au moment de procéder à la signature de la convention concernant les Expositions internationales, la délégation italienne tient à préciser que sa signature est apposée *ad referendum* et sous réserve de communications éventuelles de son Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'inclusion dans les dispositions de la convention des Expositions scientifiques ayant une durée dépassant trois semaines et organisées à l'occasion de Congrès internationaux.

Au moment de procéder à la signature du protocole annexé à la convention concernant les Expositions internationales, la délégation italienne déclare qu'il ne lui est pas possible de se rallier au quatrième vœu exprimé dans ce protocole, l'Italie n'ayant pas adhéré à la Convention de Madrid du 14 avril 1891, révisée à Washington le 2 juin 1911, sur la répression des fausses indications d'origine.

La délégation japonaise émet le vœu que l'invitation diplomatique adressée par le pays organisateur d'une Exposition spéciale soit envoyée au moins un an et demi à l'avance au Japon, pour tenir compte de la situation géographique de ce pays.

La délégation de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes déclare que pour l'application de la règle de l'article 4 de la convention, selon laquelle un délai d'au moins cinq ans doit séparer deux Expositions spéciales de même nature organisées dans un même pays, le Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes se réserve de tenir compte séparément de chacune des six Républiques Membres de l'Union, à savoir celles de Russie, de l'Ukraine, de la Fédération Transcaucasienne, de Russie Blanche, de Turkmenistan et d'Usbekistan.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Paris, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-huit.

Pour l'Albanie:
Dr. STAVRO STAVRI.

Pour l'Allemagne:
Dr. PETER MATHIES
EMIL WIEHL
Dr. HANNES HEIMAN.

Pour l'Australie:
F.C. FARAKER.

Pour la Belgique:
E. DE GAIFFIER.

Pour le Brésil:
F. GUI MARAES.

Pour le Canada:
PHILIPPE ROY.

Pour la Colombie:
JOSÉ DE LA VEGA.

Pour Cuba:
HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark:
H.A. BERNHOFT.

Pour la République Dominicaine:
Dr. T. FRANCO FRANCO.

Pour l'Espagne:
CARLOS DE GOYENECHÉ.

Pour la France:
F. CHAPSAL.
CHARMEIL.
R. COULONDRE.
J. LESOUFACHE.
G. ROGER SANDOZ.
Baron THÉNARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:
E. CROWE.
J. R. CAHILL.
H. W. G. COLE.

Pour la Grèce:
N. POLITIS.

Pour le Guatemala:
JOSÉ MATOS.

Pour Haïti:
NEMOURS.

Pour la Hongrie:
FRÉDÉRIC VILLANI.

Pour l'Italie:
GIOVANNI BELLI.

Pour le Japon:
H. KAWAI.

Pour le Maroc:
J. NACIVET.

Pour les Pays-Bas:
E. H. KRELAGE.

Pour le Pérou:
M. H. CORNEJO.

Pour la Pologne:

La délégation de la Pologne, en signant la présente Convention, tient à communiquer que le Gouvernement polonais a l'intention d'organiser une Exposition générale Internationale à Varsovie en 1943 et qu'elle considère que cette déclaration n'est pas contraire aux engagements qu'elle prend en signant la convention.
OTHON WECLAWOWICZ.

Pour le Portugal:
A. DA GAMA OCHOA.

Pour la Roumanie:
CONST. DIAMANDY.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et
Slovènes:
MILOVOJ PILYA.

Pour la Suède:
Sous réserve de ratification par Sa Majesté
Le Roi avec approbation du Riksdag.
ALBERT EHRENSVARD.
JOSEPH SACHS.
S. BERJIUS.

Pour la Suisse:
DUNANT.
Dr. M. G. LIÉNERT.
GUSTAV BRANDT.

Pour la Tunisie:
H. GEOFFROY-SAINT-HILAIRE.

Pour l'Union des Républiques Soviétiques
socialistes:
M. TOUMANOFF.
G. LACHKEVITCH.
M. RAFALOFF.

**Konvencija o međunarodnim izložbama
Pariz, 22. novembra 1928. godine**

Dole potpisani, opunomoćeni zastupnici dole navedenih vlada na konferenciji održanoj u Parizu od 12. do 22. novembra 1928. godine, sporazumeli su se da, uz zajednički dogovor i pod uslovom ratifikacije o sledećim odredbama:

Poglavlje I

Definicije

Član 1.

Odredbe ove konvencije primenjivaće se isključivo na zvanične međunarodne izložbe odnosno na one koje su zvanično priznate kao takve.

Zvaničnom međunarodnom izložbom ili zvanično priznatom izložbom smatra se svaka manifestacija bez obzira na njen naziv, na koju su diplomatskim putem pozvane strane zemlje – obično neperiodičnog karaktera, čiji je glavni cilj prikazati napredak koji su postigle različite zemlje u jednoj ili više oblasti proizvodnje, gde se u principu ne pravi razlika između kupaca i posetilaca prilikom ulaska u izložbene prostorije.

Odredbama ove konvencije nisu obuhvaćene:

1. Izložbe koje traju kraće od tri nedelje;
2. Naučne izložbe organizovane povodom međunarodnih kongresa, pod uslovom da njihovo trajanje ne premašuje trajanje predviđeno pod tačkom 1;
3. Izložbe iz lepih umetnosti;
4. Izložbe koje organizuje jedna zemlja u drugoj, na poziv ove poslednje.

Zemlje potpisnice su se složile da odbiju međunarodne izložbe iz domena ove konvencije koje ne ispunjavaju predviđene obaveze u pogledu patronata i subvencija države, kao i drugih pogodnosti predviđenih u poglavljima III, IV i V.

Član 2.

Izložba je opšta ako obuhvata rezultate ljudske aktivnosti iz više oblasti proizvodnje ili ako je organizovana radi prikaza celokupnog napretka postignutog u određenoj oblasti, kao što su higijena, primenjene umetnosti, savremeni komfor, kolonijalni razvoj, itd.

Izložba je specijalna ako se odnosi na jednu primenjenu nauku (elektricitet, optika, hemija, itd.), na jednu tehniku (tekstil, livnica, grafička umetnost, itd.), na jednu sirovinu (koža i krzno, svila, nikl, itd.), na jednu elementarnu potrebu (grejanje, ishrana, transport, itd.).

Međunarodni biro iz člana 10. pripremiće klasifikaciju izložbi koja će služiti kao osnova za određivanje zanimanja i predmeta koji mogu učestvovati na posebnoj izložbi shodno prethodnom stavu. Ovaj spisak će se moći revidirati svake godine.

Član 3.

Trajanje međunarodnih izložbi ne sme da bude duže od šest meseci; s tim da Međunarodni ured može da odobri da izložba opšteg karaktera traje i duže, pod uslovom da ne traje duže od dvanaest meseci.

Poglavlje II

Učestalost izložbi

Član 4.

Učestalost izložbi iz ove konvencije regulisana je shodno sledećim načelima:

Opšte izložbe su svrstane u dve kategorije:

Prva kategorija: opšte izložbe koje za pozvane zemlje predstavljaju obavezu izgradnje nacionalnih paviljona;

Druga kategorija: opšte izložbe koje za pozvane zemlje ne predstavljaju gore navedenu obavezu.

U jednoj istoj zemlji u toku petnaestogodišnjeg perioda ne može da se organizuje više od jedne opšte izložbe prve kategorije; mora da prođe deset godina između dve opšte izložbe bilo koje kategorije.

Svaka zemlja potpisnica može da organizuje učešće na opštoj izložbi prve kategorije ukoliko je od poslednje izložbe prve kategorije do ove proteklo najmanje šest godina. Ona može da organizuje učešće na opštoj izložbi druge kategorije ako je od poslednje opšte izložbe proteklo najmanje dve godine. Ovaj interval se povećava na četiri godine, ako se radi o izložbi istog tipa.

Rokovi iz prethodnog paragrafa primenjuju se bez obzira na to da li je organizator izložbe zemlja potpisnica konvencije ili nije.

Specijalne izložbe istog tipa mogu da se održavaju istovremeno na teritoriji zemalja potpisnica. Rok od pet godina je obavezan za njihovo ponavljanje u istoj zemlji. Međutim, Međunarodni ured može izuzetno da smanji ovaj rok na najmanje tri godine, ako smatra da je taj rok razuman zbog brzog razvoja određene grane proizvodnje. Isto smanjenje roka može da bude odobreno za izložbe koje se već tradicionalno održavaju u nekim zemljama u razmaku manjem od pet godina.

Specijalne izložbe različitog tipa mogu da se održe u istoj zemlji u vremenskom razmaku od najmanje tri meseca.

Navedeni rokovi iz ovog člana računaju se od datuma otvaranja izložbe.

Član 5.

Zemlja potpisnica na čijoj se teritoriji organizuje izložba shodno odredbama ove konvencije treba, izuzev člana 8, da uputi diplomatskim putem poziv stranim zemljama:

Tri godine unapred, ako se radi o opštim izložbama prve kategorije;

Dve godine unapred, ako se radi o opštim izložbama druge kategorije;

Godinu dana unapred, ako se radi o specijalnim izložbama.

Nijedna vlada ne može da organizuje ili da bude pokrovitelj učešća na međunarodnoj izložbi, bez upućivanja gore pomenutog poziva.

Član 6.

Ako više zemalja konkuriše za organizovanje međunarodne izložbe, one će na osnovu zajedničkog dogovora odrediti koja će od njih imati privilegiju da bude organizator.

Ukoliko ne mogu da postignu dogovor, zatražiće arbitražu Međunarodnog biroa koji će uzeti u obzir navedene argumente, naime posebne razloge istorijske ili

moralne prirode, period koji je protekao od poslednje izložbe i broj manifestacija koje su do tada organizovane u konkurentskim zemljama.

Član 7.

Ako se izložba, sa karakteristikama manifestacija utvrđenih u prvom članu, organizuje u zemlji koja nije potpisnica ove konvencije, zemlje potpisnice će, pre nego što prihvate poziv na ovu izložbu, da zatraže mišljenje Međunarodnog biroa.

One neće dati svoj pristanak za predviđenu izložbu, ako ona ne pruža iste garancije koje su predviđene ovom konvencijom ili barem dovoljne garancije. U slučaju poklapanja datuma održavanja izložbe u organizaciji zemlje potpisnice i zemlje koja nije potpisnica konvencije, ostale zemlje potpisnice će odlučiti da li prihvataju prvu, osim u izuzetnim okolnostima.

Član 8.

Zemlje koje žele da organizuju izložbu shodno ovoj konvenciji, treba Međunarodnom birou, šest meseci pre roka za slanje poziva utvrđenog u članu 5, da upute zahtev za prijavu za ovu izložbu. U zahtevu će navesti naziv izložbe i njeno trajanje; priložiće klasifikaciju, opšti pravilnik, pravilnik o žiriju i celokupnu dokumentaciju o predviđenim merama za bezbednost lica i konstrukcija, za zaštitu industrijske i umetničke svojine i za ispunjenje obaveza predviđenih u poglavljima IV i V. Biro usvaja prijavu samo ako izložba ispunjava uslove iz ove konvencije.

Nijedna zemlja potpisnica neće prihvatiti poziv za učešće na izložbi shodno ovoj konvenciji, ako u pozivu nije navedeno odobrenje za prijavu.

U svakom slučaju, zemlje potpisnice koje su primile poziv zadržavaju slobodu da ne učestvuju na izložbi organizovanoj u skladu sa odredbama ove konvencije.

Član 9.

Ako jedna zemlja odustane od organizovanja izložbe koju je planirala i za koju je dato odobrenje, Međunarodni biro će odlučivati o datumu kada će ona moći da konkuriše ponovo sa ostalim zemljama za organizaciju neke druge izložbe.

Poglavlje III

Međunarodni biro za izložbe

Član 10.

Osniva se Međunarodni biro za izložbe zadužen za nadzor nad primenom ove konvencije. Biro ima Administrativni savet kome pomaže Komisija za klasifikaciju, kao i direktora čije su imenovanje i dužnosti utvrđeni pravilnikom iz sledećeg člana.

Prvi sastanak Administrativnog saveta Međunarodnog biroa biće sazvan u Parizu od strane Vlade Republike Francuske u godini koja sledi posle stupanja na snagu ove konvencije. Na tom sastanku će Komisija odrediti sedište Međunarodnog biroa i izabrati direktora.

Član 11.

Administrativni savet čine članovi iz zemalja potpisnica i to jedan do tri predstavnika po zemlji. On ima pravo da među svoje članove uključi i dva ili tri člana Međunarodne trgovinske komore koje ova komora imenuje.

Savet odlučuje o svim pitanjima shodno svojim nadležnostima iz ove konvencije; on raspravlja i usvaja pravilnike o organizaciji i unutrašnjem funkcionisanju Međunarodnog biroa. Usvaja budžet prihoda i rashoda, kontroliše i odobrava račune.

Član 12.

Svaka zemlja, nezavisno od broja delegata, raspolaže jednim glasom unutar Saveta. Svaka zemlja može da poveri drugoj zemlji da je zastupa, s tim da u tom slučaju ta zemlja ima broj glasova u skladu sa brojem zemalja koje zastupa. Kvorum od dve trećine zastupljenih zemalja u Savetu je neophodan za valjanost odlučivanja.

Prilikom glasanja neophodna je apsolutna većina glasova, izuzev u sledećim slučajevima:

1. Usvajanje pravilnika;
2. Povećanje budžeta;
3. Odbijanje žalbe jedne zemlje potpisnice ili prihvatanje žalbe, ako ju je priložilo više zemalja;
4. Odobrenje za opštu izložbu sa trajanjem dužim od šest meseci.

U ova četiri slučaja, neophodna je većina od dve trećine zemalja zastupljenih u Međunarodnom birou.

Član 13.

Komisiju za klasifikaciju čine predstavnici dvanaest zemalja potpisnica koje imenuje njihova vlada.

Polovinu ovih zemalja imenuje Međunarodni biro; druga polovina se rotira u skladu sa uslovima utvrđenim u pravilniku Biroa.

Komisija može da među svoje članove uključi, u svojstvu savetnika, jednog ili dva člana Međunarodne trgovinske komore imenovana od strane komore.

Komisija dostavlja klasifikaciju iz člana 2. na odobrenje Administrativnom savetu, kao i izmene koje bi mogle da se unesu. U vezi primene rokova predviđenih članom 4. daje mišljenje o tome da li je izložba koja se prijavljuje specijalna ili opšta i, da li je, uprkos svom nazivu i klasifikaciji, drugačijeg karaktera od prethodne izložbe ili od specijalne izložbe koja se organizuje istog datuma.

Član 14.

Budžet Biroa se privremeno utvrđuje na 4,000 funti. Troškove Biroa snose zemlje potpisnice čije se učešće utvrđuje na sledeći način: udeo zemalja članica Društva naroda utvrđuje se proporcionalno sa njihovim doprinosom koji plaćaju u Društvu naroda. Izuzev u slučaju kada se gore utvrđeni budžet povećava, najveći udeo po zemlji ne može biti veći od 500 funti. Zemlje koje nisu članice Društva naroda imenuju zemlju članicu Društva naroda imajući u vidu njihovu ekonomsku razvijenost i njihov udeo je jednak udelu na taj način utvrđene zemlje.

Administrativni savet takođe može da odobri ubiranje drugih prihoda naplatom pruženih usluga grupama ili pojedincima.

Poglavlje IV

Obaveze zemalja domaćina i zemalja učesnica

Član 15.

Vlada koja poziva na međunarodnu izložbu treba da imenuje komesara vlade ili delegata zaduženog da je zastupa i da garantuje izvršenje obaveza prema stranim učesnicima. Osim toga, komesar ili delegat treba da preduzme sve neophodne mere za materijalno očuvanje izložbenih eksponata.

Član 16.

Vlade zemalja učesnica treba da imenuju komesare ili delegate za njihovo zastupanje i za kontrolu poštovanja pravilnika objavljenih povodom manifestacije.

Komesari ili delegati su isključivo zaduženi za dodelu ili za raspoređivanje mesta za učesnike izložbe u paviljonima svojih zemalja i u nacionalnim sekcijama.

Član 17.

Na opštoj izložbi Administracija nema pravo da naplaćuje bilo kakve takse za pokrivena i otvorena izložbena mesta predviđena programom izložbe i dodeljena svakoj zemlji učesnici.

Član 18.

Prilikom svake izložbe shodno ovoj konvenciji, inostrani predmeti oslobođeni plaćanja carine i taksu prihvataju se privremeno pod uslovom da ponovo budu izneti iz zemlje. Potvrdom pošiljaoca priloženom uz robu potvrđuje se broj i vrsta, marke i brojevi paketa, kao i trgovinski naziv proizvoda, njihova težina, poreklo i vrednost. Sa predmeta se u prostorijama izložbe skida plomba bez njihovog podvrgavanja carinskoj kontroli na granici. Prethodne odredbe su primenjive pod uslovom da je to u skladu sa carinskim propisima zemlje organizatora izložbe.

Ako je prema nacionalnom zakonodavstvu zemlje domaćina neophodna garancija za privremeno oslobađanje od carine predviđeno u prethodnom paragrafu, garancija koju pruža komesar svake zemlje učesnice u ime izlagača biće smatrana dovoljnom za plaćanje carinskih i drugih dažbina i taksu za izložbene eksponate koji ne bi bili ponovo izneti iz zemlje u utvrđenom roku po zatvaranju izložbe.

Isključuju se iz povlastice privremenog oslobađanja od taksu zalihe robe koja ne predstavlja uzorak u pravom smislu te reči i koja se uvozi sa isključivim ciljem da se pusti u prodaju za vreme izložbe.

U slučaju potpunog ili delimičnog uništenja izložbenih eksponata, izlagač ima pravo na oslobađanje od plaćanja:

1) Ako dokaže da su nepredstavljene količine ili oštećeni predmeti bili korišćeni za potrebe izložbe ili da više ne mogu da budu prodati zbog svoje kvarljivosti;

2) Ako po carinskoj tarifi nije naplativa nikakva dažbina ili ulazna taksa za oštećene ili neupotrebne predmete.

Ova pogodnost neće biti odobrena ako su predmeti pušteni u upotrebu za koju su normalno namenjeni.

Dokaze iz stava 4. podnosi komesar ili delegat zemlje čiji je državljanin izlagač; odluku o tome donosi Administracija zemlje gde se održava izložba.

Smatraće se predmetima namenjenim za izložbu shodno prethodnim odredbama:

- 1) Građevinski materijali čak iako su uvezeni u vidu sirovina u cilju upotrebe po dospeću u zemlju gde se izložba održava;
- 2) Alati, transportni materijal za radove vezane za izložbu;
- 3) Predmeti koji služe za unutrašnju i spoljnu dekoraciju prostorija, štandova, polica izlagača;
- 4) Predmeti koji služe za dekoraciju i opremanje prostorija namenjenih komesarima ili delegatima zemalja učesnica, kao i kancelarijski materijal koji je predviđen za njih;
- 5) Predmeti i proizvodi korišćeni za instalacije i za funkcionisanje izloženih mašina ili aparata;
- 6) Uzorci potrebni žiriju za ocenu i za kvalifikaciju izloženih predmeta, uz obavezu izdavanja potvrde komesara sekcije sa napomenom o vrsti i količini upotrebljenih predmeta.

Osim toga, oslobođeni su taksi:

- 1) Katalozi, brošure i zvanični plakati, sa ili bez ilustracija, izrađeni u zemljama učesnicama na izložbi;
- 2) Katalozi, brošure, plakati i druge publikacije, sa ili bez ilustracija, koje strani izlagači besplatno dele na izložbi i samo za vreme izložbe.

Odredbe ovog člana ne primenjuju se na predmete koji, shodno zakonodavstvu zemlje organizatora, pripadaju monopolu države ili čija je prodaja zabranjena ili uređena licencom, izuzev pod uslovima propisanim od strane vlade te zemlje. Međutim, izlaganje ovih proizvoda je dozvoljeno uz primenu kontrolnih mera u cilju zabrane njihove prodaje.

Član 19.

Pravilnik svake međunarodne izložbe treba da sadrži klauzulu koja izlagaču daje pravo da povuče svoju izjavu o učešću, u slučaju da dođe do pogoršanja u pogledu prava koja se primenjuju na proizvode tog izlagača nakon što je prihvatio da učestvuje na izložbi.

Član 20.

Posle izložbe, izlagač može, ako zakonodavstvo zemlje gde je izložba održana to ne zabranjuje, da proda i isporuči izložene uzorke. U tom slučaju ne podleže drugim taksama osim onima koje bi morao da plati u slučaju direktnog uvoza.

Član 21.

Na međunarodnoj izložbi, geografski naziv koji se odnosi na zemlju učesnicu može se koristiti za obeležavanje neke grupe ili postavke samo uz odobrenje komesara ili delegata te zemlje.

U slučaju neučešća zemlje potpisnice, ovakve zabrane izriče administracija izložbe na zahtev zainteresovane vlade.

Član 22.

Na izložbi se smatraju nacionalnim i stoga se tako mogu nazivati samo sekcije konstituisane pod nadzorom komesara ili delegata imenovanog, shodno čl. 15 i 16, od strane vlade zemlje organizatora ili učesnice.

Član 23.

Nacionalna sekcija jedne zemlje može da sadrži samo predmete koji pripadaju toj zemlji.

Međutim, uz dozvolu komesara ili delegata zainteresovane zemlje, u nju se može uvrstiti i predmet koji pripada drugoj zemlji, pod uslovom da isključivo služi za dopunjavanje postavke, da ne utiče na visinu nadoknade dodeljene glavnom predmetu i da joj, po tom osnovu, ne pripada nikakva nadoknada.

Predmetima koji pripadaju industriji ili poljoprivredi jedne zemlje smatraju se samo predmeti dobijeni iz njenog tla, odnosno ubirani ili proizvedeni na njenoj teritoriji.

Član 24.

Izuzev u slučaju kada zakonske odredbe zemlje organizatora predviđaju drugačije, na izložbi se ne može dozvoliti monopol bilo koje vrste. Administracija izložbe međutim, ako proceni neophodnim, može da dozvoli monopol u sledećim oblastima: rasveta, grejanje, oslobađanje od carine, održavanje i reklamiranje unutar izložbe. U tom slučaju mora da ispunjava sledeće uslove:

1. Navesti postojanje ovog ili ovih vidova monopola u pravilniku izložbe i u biltenu za pristup koji izlagači potpisuju;
2. Obezbediti korišćenje monopolisanih usluga za izlagače pod uobičajenim uslovima koji se primenjuju u zemlji;
3. Ni u kom slučaju ne ograničavati nadležnosti komesara u svojim sekcijama.

Komesar zemlje organizatora donosi mere kako tarife radnika koje se naplaćuju zemljama učesnicama ne bi bile više od onih koje se traže od administratora zemlje organizatora.

Član 25.

Svaka zemlja u kojoj se održava međunarodna izložba ponudiće svoju pomoć u dobijanju od svojih administracija, kompanija i preduzeća za železnički, brodski ili avio-prevoz olakšica prilikom prevoza predmeta namenjenih za izložbu.

Član 26.

Svaka zemlja će upotrebiti sva sredstva, shodno svom zakonodavstvu, koja smatra najcelishodnijim za sprečavanje aktivnosti fiktivnih promotera izložbi ili izložbi na koje su učesnici prevarom privučeni lažnim obećanjima, oglasima ili reklamama.

Poglavlje V

Nadoknade

Član 27.

U opštem pravilniku izložbe treba navesti, nezavisno od povlastica koje se uvek mogu dodeljivati, da li će izlagačima biti dodeljene nagrade ili ne. U slučaju da su predviđene nagrade, njihova visina može da se ograniči za neke kategorije.

Pre otvaranja izložbe, izlagači koji na njoj učestvuju, bilo po sekcijama ili u svom nacionalnom paviljonu, a koji žele da budu izuzeti od dodele nagrada, o tome treba da daju izjavu administraciji izložbe preko svojih komesara ili delegata.

Članovi žirija obavezno su izuzeti od dodele nagrada.

Član 28.

Učešće na izložbi može da bude slobodno ili da podleže prethodnom odobrenju.

Učešće je slobodno, ako svi predmeti za izložbu mogu da budu slobodno prihvaćeni, pod uslovom da izlagač u određenom roku potpiše pristupnicu i ispunjava sve uslove za pristup.

Učešće podleže prethodnom odobrenju, ako je opštim pravilnikom izložbe predviđeno da predmeti koji će se izlagati treba da ispunjavaju specijalne uslove kao što su dobra izrada ili originalnost.

U tom slučaju, pravilnikom će biti predočene procedure usvojene u zemlji organizatoru za prijem predmeta u nacionalnu sekciju, kako bi pozvanoj zemlji bilo omogućeno da se pozove na njih, s tim da svaka zemlja zadržava pravo da po sopstvenom nahođenju primenjuje svoje procedure.

Član 29.

Procenu i ocenu izloženih predmeta vrši međunarodni žiri sastavljen prema sledećim pravilima:

1) Svaka zemlja je zastupljena u žiriju u srazmeri svog učešća na izložbi, imajući pre svega u vidu broj izlagača, ne računajući saradnike i kooperatore, i površinu koju zauzimaju.

Svaka zemlja ima pravo na jednog člana žirija za svaku kategoriju u kojoj ima izložene proizvode, izuzev ako su administracija izložbe i komesar ili delegat dotične zemlje saglasni da mu priznaju da njegovo učešće nije opravdano obimom učešća u toj kategoriji. Nijedna zemlja ne može da ima više od sedam članova žirija po kategoriji; s tim da se ovo ograničenje ne primenjuje za namirnice u tačnom i čvrstom stanju;

2) Funkcija člana žirija treba da bude dodeljena osobama sa neophodnim tehničkim znanjem.

3) Članovi žirija ne mogu da budu imenovani na tu funkciju bez saglasnosti svoje vlade;

4) Žiri raspolaze sa tri stepena odlučivanja ili instanci.

Član 30.

Nagrade su podeljene u pet kategorija:

1. Velike nagrade;

2. Počasne diplome;
3. Zlatne medalje;
4. Srebrne medalje;
5. Bronzane medalje.

Osim toga, na predlog nagrađenih izlagača ili članova žirija, mogu da budu dodeljene diplome njihovim saradnicima i kooperatorima.

Svojestvo člana žirija nosilac može da navodi u svim slučajevima kada su izlagači ovlašćeni da se pozivaju na svoje nagrade.

Kvalifikacija „izvan konkurencije“ od sada je zabranjena kako za članove žirija tako i za izlagače koji su tražili da budu izuzeti od dodele nagrada.

Član 31.

Rang lista izložbe biće registrovana u Međunarodnom birou. Nagrađeni će moći da se pozivaju na nagrade koje su im dodeljene pod uslovom da navedu, iza nagrade i tačan naziv izložbe. Biće im odobreno da uz ovu napomenu navedu i monogram Međunarodnog biroa. Međunarodni biro izložbi obavestiće Međunarodni biro za industrijsku svojinu u Bernu o registrovanim izložbama i dostaviće mu rangliste.

Član 32.

Međunarodni biro će sačiniti tipski pravilnik o opštim uslovima sastava i rada žirija, kao i o načinu dodele nagrada. Zemlje organizatori dobiće preporuku za njegovo usvajanje.

Poglavlje VI

Završne odredbe

Član 33.

Ova konvencija će biti ratifikovana.

(a) Svaka vlada će obavestiti Vladu Francuske čim bude spremna za deponovanje ratifikacije. Kada sedam vlada bude obavestilo o svojoj spremnosti za deponovanje ratifikacije, pokrenuće se procedura u toku narednog meseca pošto je Vlada Francuske primila poslednju deklaraciju i na dan koji ova vlada odredi.

(b) Ratifikacije će biti deponovane u arhivi Vlade Francuske.

(c) O deponovanju ratifikacija biće sačinjen zapisnik koji će potpisati predstavnici zemalja koje u tome učestvuju, kao i ministar spoljnih poslova Republike Francuske.

(d) Vlade zemalja potpisnica koje nisu u mogućnosti da deponuju instrument ratifikacije pod uslovima predviđenim u stavu (a) ovog člana, moći će to naknadno da učine upućivanjem pismenog obaveštenja o tome Vladi Republike Francuske uz priloženi instrument ratifikacije.

(e) Vlada Francuske će se postarati da diplomatskim putem dostavi overenu kopiju zapisnika o prvom deponovanju ratifikacije i o obaveštenjima navedenim u prethodnom stavu vladama koje su potpisale ovu konvenciju odnosno koje su joj pristupile. U slučaju iz prethodnog stava, Vlada Francuske će istovremeno obavestiti o datumu kada je obaveštenje primila.

Član 34.

(a) Ova konvencija će se integralno primenjivati samo na teritoriji zemalja potpisnica;

(b) Ako neka zemlja želi da se ona primenjuje i na teritoriji njenih kolonija, protektorata, prekomorskih teritorija ili sizerenstva odnosno dominijuma, tu svoju nameru treba da navede u samom instrumentu ratifikacije ili će ona biti predmet pismenog obaveštenja upućenog Vladi Francuske, koji će biti deponovan u arhivu te vlade.

Ako se odabere ovaj postupak, Vlada Francuske će vladama koje su potpisale ovu konvenciju odnosno koje su joj pristupile dostaviti overenu kopiju obaveštenja, uz navedeni datum njegovog prijema;

(c) Izložbe koje sadrže isključivo proizvode sa teritorije zemlje i sa teritorije njenih kolonija, protektorata, prekomorskih teritorija ili sizerenstva odnosno dominijuma, smatraju se nacionalnim izložbama i kao takve nisu predmet ove konvencije, bez obzira na to da li je važnost konvencije proširena na te teritorije.

Član 35.

(a) Posle stupanja na snagu ove konvencije, bilo koja zemlja koja je nije potpisala može naknadno da joj pristupi.

(b) U tu svrhu će pismenim i diplomatskim putem obavestiti Vladu Francuske o svojoj nameri, što će biti deponovano u arhivu te vlade.

(c) Vlada Francuske će odmah dostaviti vladama koje su potpisale ovu konvenciju odnosno koje su joj pristupile overenu kopiju obaveštenja, uz navedeni datum njegovog prijema.

Član 36.

Ova konvencija će stupiti na snagu za zemlje potpisnice koje će učestvovati u prvom deponovanju ratifikacija, mesec dana posle sačinjavanja zapisnika. Za zemlje koje je budu naknadno ratifikovale ili joj budu naknadno pristupile, kao i za njihove kolonije, protektorate, prekomorske teritorije ili sizerenstva odnosno dominijume koji nisu navedeni u instrumentima ratifikacije, konvencija će početi da važi mesec dana posle datuma prijema obaveštenja predviđena u čl. 33. pod (d); 34. pod (b) i 35. pod (b).

Član 37.

Zemlje potpisnice ne mogu da otkazu konvenciju pre isteka roka od pet godina od dana njenog stupanja na snagu.

Otkazivanje se posle toga može izvršiti u bilo kom momentu pismenim obaveštenjem upućenim Vladi Republike Francuske. Ono će stupiti na snagu godinu dana posle prijema obaveštenja. Vlada Republike Francuske će vladama koje su potpisale ovu konvenciju odnosno koje su joj pristupile dostaviti overenu kopiju obaveštenja, uz navedeni datum njegovog prijema.

Odredbe ovog člana primenjivaće se i na kolonije, protektorate, prekomorske teritorije ili sizerenstva odnosno dominijume.

Član 38.

Ako se posle otkazivanja broj zemalja potpisnica smanji na ispod sedam, Vlada Republike Francuske će odmah sazvati međunarodnu konferenciju radi dogovora o svim merama koje treba preduzeti.

Član 39.

Vlada Republike Francuske će Međunarodnom birou takođe dostaviti overenu kopiju svake ratifikacije, pristupanja i otkazivanja.

Član 40.

Ova konvencija će moći da se potpiše u Parizu do 30. aprila 1929. godine.

U potvrdu čega su dole navedeni opunomoćeni potpisali ovu konvenciju.

Sačinjeno u Parizu, dvadeset drugog novembra hiljadu devetsto dvadeset osme godine, u jednom primerku koji će biti deponovan u arhivu Vlade Republike Francuske i čije će overene kopije biti dostavljene diplomatskim putem svim vladama zemalja zastupljenih na pariskoj konferenciji.

Za Albaniju:
DR. STAVRO STAVRI

Za Nemačku:
DR. PETER MATHIES
EMIL WIEHL
DR. HANS HEIMAN

Za Australiju:
F.C. FARAHER

Za Austriju:
GRUNBERGER

Za Belgiju:
E. DE GAIFFIER

Za Brazil:
F. GUIMARAES

Za Kanadu:
PHILIPPE ROY

Za Kolumbiju:
JOSE DE LA VEGA

Za Kubu:
HERNANDEZ PORTELA

Za Dansku:
H. A. BERNHOFT

Za Dominikansku Republiku:
DR. T. FRANCO FRANCO

Za Španiju:
CARLOS DE GOYENECHÉ

Za Francusku:
F. CHAPSAL
CHARMEIL
R. COULONDRE
J. LESOUFACHE
G. ROGER SANDOZ
BARON THENARD

Za Veliku Britaniju i Severnu Irsku:
E. CROWE
J. R. CAHILL
H. W. G. COLE

Za Grčku:
N. POLITIS

Za Gvatemalu:
JOSE MATOS

Za Haiti:
NEMOURS

Za Mađarsku:
FREDERIC VILLANI

Za Italiju:
GIOVANNI BELLI

Za Japan:
H. KAWAI

Za Maroko:
J. NACIVET

Za Holandiju:
E. H. KRELAGE

Za Peru:
M. H. CORNEJO

Za Poljsku:
OTTHON WECLAWOWICZ

Za Portugal:
A. DA GAMA OCHOA

Za Rumuniju:
CONST. DIAMANDY

Za Kraljevinu Srba, Hrvata i Slovenaca:
MILIVOJ PILYA

Za Švedsku:
Pod uslovom da je ratifikuje Nj. V. Kralj uz saglasnost
Riksdaga.
ALBERT EHRENSVARD
JOSEPH SACHS
S. BERJIUS

Za Švajcarsku:
DUNANT
DR M. G. LIENERT
GUSTAV BRANDT

Za Tunis:
H. GEOFFROY-SAINT-HILLAIRE

Za Savez Sovjetskih Socijalističkih Republika:
M. TOUMANOFF
G. LACHKEVITCH
M. RAFALOFF

PROTOKOL POTPISIVANJA (2)

Dole potpisani opunomoćeni su se sastali na današnji dan da bi pristupili potpisivanju konvencije o međunarodnim izložbama.

Belgijska delegacija je konstatovala da se ova konvencija ne primenjuje na izložbe za koje je stranim zemljama već upućen zvaničan poziv, diplomatskim putem, kao što je međunarodna izložba koja će se održati 1935. godine u Brislu.

Delegacije vlada Ujedinjenog Kraljevstva Velike Britanije i Severne Irske, Kanade, Australije, Novog Zelanda i Slobodne države Irske izjavljuju da smatraju da se konvencija o organizovanju međunarodnih izložbi ne odnosi na izložbe koje bi eventualno organizovala Britanska zajednica naroda na kojima bi učešće bilo ograničeno na ostale članove Britanske zajednice naroda.

U momentu pristupanja potpisivanju konvencije o međunarodnim izložbama, italijanska delegacija želi da precizira da svoj potpis stavlja ad referendum i uz zadržku da će Vlada Italije eventualno imati nešto da saopšti u vezi sa odredbama koje se odnose na naučne izložbe sa trajanjem dužim od tri nedelje i organizovanim povodom međunarodnih kongresa.

U trenutku pristupanja potpisivanju protokola priloženog uz konvenciju o međunarodnim izložbama, italijanska delegacija izjavljuje da nije u mogućnosti da se priključi četvrtoj želji izraženoj u protokolu, pošto Italija nije potpisala Madridsku konvenciju od 14. aprila 1891. godine o suzbijanju lažnih podataka o poreklu, revidiranu u Vašingtonu 2. juna 1911. godine.

Japanska delegacija je izrazila želju da diplomatski poziv za specijalnu izložbu Japanu bude poslat od strane zemlje organizatora najmanje godinu i po dana ranije, imajući u vidu geografski položaj Japana.

Delegacija Saveza Sovjetskih Socijalističkih Republika izjavljuje u vezi sa primenom odredbe člana 4 konvencije, prema kojoj između dve specijalne izložbe istog tipa organizovane u istoj zemlji treba da protekne najmanje pet godina, da Vlada Saveza Sovjetskih Socijalističkih Republika zadržava pravo da posebno vodi računa o svakoj od šest republika članica Saveza, o Rusiji, Ukrajini, Transkavkaskoj Federaciji, Belorusiji, Turkmenistanu i Uzbekistanu.

Kao potvrdu toga dole potpisani punomoćnici potpisali su ovaj protokol.

Sačinjeno u Parizu, dvadeset drugog novembra hiljadu devetsto dvadeset osme godine.

Za Albaniju:
DR. STAVRO STAVRI

Za Nemačku:
DR. PETER MATHIES
EMIL WIEHL
DR. HANS HEIMAN

Za Australiju:
F.C. FARAKER

Za Belgiju:
E. DE GAIFFIER

Za Brazil:
F. GUIMARAES

Za Kanadu:
PHILIPPE ROY

Za Kolumbiju:
JOSE DE LA VEGA

Za Kubu:
HERNANDEZ PORTELA

Za Dansku:
H. A. BERNHOFT

Za Dominikansku Republiku:
DR. T. FRANCO FRANCO

Za Španiju:
CARLOS DE GOYENECHÉ

Za Francusku:
F. CHAPSAL
CHARMEIL
R. COULONDRE
J. LESOUFACHE
G. ROGER SANDOZ
BARON THENARD

Za Veliku Britaniju i Severnu Irsku:
E. CROWE
J. R. CAHILL
H. W. G. COLE

Za Grčku:
N. POLITIS

Za Gvatemalu:
JOSE MATOS

Za Haiti:
NEMOURS

Za Mađarsku:
FREDERIC VILLANI

Za Italiju:
GIOVANNI BELLI

Za Japan:
H. KAWAI

Za Maroko:
J. NACIVET

Za Holandiju:
E. H. KRELAGE

Za Peru:
M. H. CORNEJO

Za Poljsku:
Delegacija Poljske, potpisujući ovu konvenciju, želi da saopšti da Vlada Poljske namerava da organizuje opštu međunarodnu izložbu u Varšavi 1943. godine i da smatra da ova izjava nije u suprotnosti sa obavezama koje preuzima potpisivanjem ove konvencije.
OTTTHON WECLAWOWICZ

Za Portugal:
A. DA GAMA OCHOA

Za Rumuniju:
CONST. DIAMANDY

Za Kraljevinu Srba, Hrvata i Slovenaca:
MILIVOJ PILYA

Za Švedsku:
Pod uslovom da je ratifikuje Nj. V. Kralj uz saglasnost Riksdaga.
ALBERT EHRENSVARD
JOSEPH SACHS
S. BERJIUS

Za Švajcarsku:
DUNANT
DR M. G. LIENERT
GUSTAV BRANDT

Za Tunis:
H. GEOFFROY-SAINT-HILLAIRE

Za Savez Sovjetskih Socijalističkih Republika:
M. TOUMANOFF
G. LACHKEVITCH
M. RAFALOFF

Član 3.

Ovaj zakon stupa na snagu osmog dana od dana objavljivanja u „Službenom glasniku Republike Srbije - Međunarodni ugovori”.